

Subject Files Regarding Political and Security Matters

Reports and Correspondence

C/POL/130/GVTS - Measures to Maintain Peace and Security
- Co-ordination and Liaison - Congo

20/07/1960 - 16/02/1961

PLEASE RETAIN
ORIGINAL ORDER

DECLASSIFIED

UN ARCHIVES

SERIES S-0735

BOX 16

FILE 10

ACC. DAG 13/16.1.0

Bakwanga,

16 février 1961.

CAB PRES/BP/280/61.

Mr Barthomé V B
This is impudence indeed!
Note the date in the context
of other happenings in Bakwanga itself
DD 20/2

Monsieur LAVALLEE,
Représentant de l'O.N.U.
LULUABOURG.

ju

Cher Monsieur Lavallée,

Nous avons l'honneur de vous présenter nos sincères condoléances pour les victimes de l'accident d'aviation survenu en date d'hier, 15 février 1961.-

Veuillez être assez aimable que pour faire notre interprète auprès des familles de ces braves fonctionnaires de l'Organisation Internationale des Opérations Civiles au Congo, morts à leur tâche pour apporter l'aide matérielle au peuple du Sud-Kasai.-

Nous vous prions d'agréer, Cher Monsieur Lavallée, l'assurance de notre haute considération.-

LE PRESIDENT DE L'ETAT AUTONOME DU SUD-KASAI,



Kalonji
Albert KALONJI.

P.I. Monsieur DAYAL - Léopoldville ;
RADIO CONGO - Léopoldville.

LL.A.M.

CONGO BELGE — BELGISCH CONGO

REPUBLIQUE DU CONGO

Province

: DU KASAI

Province

DIRECTION PROVINCIALE DES AFFAIRES
INTERIEURES ET SOCIALES.

Luluabourg

le 21 novembre 1960.
de

(*) N° 221/

03267

Réf. n° :

Annexe

Bijlage

Objet

Voorwerp

TRANSMIS copie, pour information à Monsieur
le Rédacteur en Chef du Journal Courrier d'
Afrique à LEOPOLDVILLE + en annexe une copie
à titre d'un droit de réponse, suite à l'arti-
cle paru dans le Courrier d'Afrique du 18 octo-
bre 1960.-

A Monsieur le Représentant de l'ONU
à LEOPOLDVILLE.-

Monsieur le Représentant,

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance
qu'une erreur s'est glissée dans la transmission de ma lettre n°221/
000619 du 14 novembre 1960.

Cette lettre adressée au Journal "Courrier d'
Afrique" vous a été transmise suite à une erreur d'adresse due à une
dactylographie défectueuse.

Je vous saurais gré de bien vouloir diriger le
texte du Communiqué au Journal intéressé.

Veuillez agréer, Monsieur le Représentant, l'as-
surance de ma considération très distinguée.

POUR LE PRESIDENT DU GOUVERNEMENT PROVINCIAL.
LE MINISTRE DES AFFAIRES INTERIEURES ET SOCIALES.
POUR EXPEDITION CONFORME

LE CHEF DE CABINET,

==J. KASONGO==

[Signature]

Léopoldville, le 22 novembre 1960

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre
No. 221/000619, 14-11-60 et des pièces jointes.

...

Je vous retourne ci-inclus les dites pièces jointes
qui, de toute évidence, nous ont été adressées par erreur
étant donné qu'elles concernent un journal quotidien avec
lequel l'ONU n'a rien à faire..

Agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma
considération distinguée.

Jean Pierre Martin
Adjoint au Représentant spécial

M. B. Mukenge
Président du Gouvernement provincial
Luluabourg, Province de Kasai

M/R.
CONGO BELGE -- BELGISCH CONGO

REPUBLIQUE DU CONGO

Province : DU KASAI
Province

MINISTERE DES AFFAIRES
INTERIEURES ET SOCIALES.

, le
de 4 nov. 1960.-
Luluabourg,

(*) N° 221/

000619 14-11-60

Réf. n° :

Annexe :
Bijlage :

Objet :
Voorwerp : Cl: 1

A Monsieur le Rédacteur en Chef
Centre d'Instruction O N U
à LEOPOLDVILLE.--

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous faire tenir en annexe un droit de réponse de mon Gouvernement au sujet de l'article émanant de votre service de rédaction et paru dans votre édition du 18 octobre 1960.--

Je vous saurais gré de bien vouloir publier cette mise au point dans le prochain numéro de votre journal.--

A toutes fins utiles, je vous transmets également la déclaration qui a été faite et remise à la presse à Léopoldville par Monsieur KASONGO, témoin oculaire du drame.--

Veuillez agréer, Monsieur, l'assurance de ma considération distinguée.

LE PRESIDENT DU GOUVERNEMENT PROVINCIAL,
= : B. MUKENGE : =



UNE MISE AU POINT DU GOUVERNEMENT PROVINCIAL DU KASAI

Désolé de la perte de la personne qui lui est chère, le Gouvernement Provincial du Kasai s'indigne de la façon fantaisiste dont certains milieux autorisés de Léopoldville s'expriment pour faire des commentaires autour de l'assassinat de M. le feu Ministre Maboshi.

Malgré la note de protestations émise par le témoin oculaire de ce meurtre sauvage, malgré les dépositions officielles faites par ce même témoin à la Sûreté, au Parquet et aux Affaires Intérieures à Léopoldville, malgré le télégramme des protestations des députés et sénateurs du Kasai et en un mot après toute preuve traduisant fidèlement les circonstances de l'assassinat ainsi que leurs auteurs, le Courrier d'Afrique se pignait encore à continuer une campagne honteuse des mensonges et duplicités. En effet, dans son édition du 18 octobre courant et sous le titre "UN DÉPUTÉ PROVINCIAL DU KASAI TUE", ce journal informe l'opinion publique que nous citons :

"Vendredi 14 cours et le cadavre d'un député provincial du Kasai a été découvert. Ce député Mukuba appartenait à un groupe de Lumumbistes du Kasai. Il préparait un communiqué au terme duquel il désapprouverait Lumumba et sa clique. Mais ses intentions furent découvertes par les terroristes lumumbistes qui le descendirent dans les circonstances décrites par notre journal du vendredi".

Ces affirmations, non seulement sont dénuées de tout fondement mais elles traduisent de la mauvaise foi manifeste et de la basse politique de dénigrement surtout de la part de la "Rédaction" même du Journal le Courrier d'Afrique. Le Gouvernement du Kasai ne veut pas revenir sur ce qui a été déjà dit et fait au sujet du Ministre, de son assassinat et de son voyage de recrutement du Personnel Enseignant en Europe via Léopoldville, mais il déplore cette attitude mensongère qui tient à couvrir les fauteurs des troubles puisqu'ils sont du même bord que ceux qui déshonorent Lumumba et se font passer - bien à tort - pour les champions de l'ordre, de la paix et de la tranquillité. Ainsi que personne ne l'ignore à présent, la Rédaction du Courrier d'Afrique sait que les boureaux avec Heil James et Lukusa André comme chefs de file font partie de la milice privée de M. Kalonji. Attribuer cet assassinat à des Lumumbistes n'est que tronquer la vérité et partant tromper l'opinion publique.

Le Gouvernement Provincial du Kasai n'est pas dupe, il est pour la justice et hait toute formule contraire à la vérité. Le Gouvernement de la Province du Kasai émet enfin, toute réserve quant à la franche et loyale collaboration si les mauvais traitements et les manœuvres dont ses ressortissants font l'objet à Léopoldville ne venaient à cesser immédiatement.

Quant au Courrier d'Afrique, le Gouvernement Provincial du Kasai le renvoie à cet adage : "Aucun vice n'est beau, mais le plus laid de tous c'est de mentir".

LE GOUVERNEMENT PROVINCIAL DU KASAI.

Fait à Luluabourg, le 28/10/1960.

REPUBLIQUE DU CONGO
PROVINCE DU KASAI
MINISTERE DES AFFAIRES INTERIEURES
ET SOCIALES

COMMUNIQUE

Je ne puis que quitter le sol de la capitale au vengeur des victimes, je pourrais à mon devoir si je ne faisais pas les points autour de l'assassinat du Ministre de l'Instruction Publique de la Province du Kasai, que j'accompagne en mission de recrutement en Belgique et dans d'autres pays d'Europe.

Je dois tout d'abord soulever une énergique protestation contre le grand silence, dont la presse léopoldvilloise et tout spécialement la presse nationale ont fait preuve autour de l'assassinat du Ministre M. Mabashi alors que les actes de banditisme, moins graves, ceux-là, et commis après le meurtre de M. MABOSHI ont été, à son grand étonnement, annoncés à la radio.

Il est impensable qu'il n'ait même pas été fait écho au télégramme des protestations que les députés et sénateurs du Kasai ont adressé au Chef de l'Etat, au Colonel Mobutu, au Président du Collège des Commissaires Généraux ainsi qu'au représentant de l'O.C.N.U.

Ainsi établi que les milieux officiels n'ignorent pas l'assassinat du Ministre M. Mabashi, puisque l'humiliation avec les honneurs de la mort était prévue, le silence que je déplore ci-dessus se passe des commentaires.

Je tiens cependant à rendre hommage à l'action quoique tardive mais effective de la gendarmerie, de la Police et du Parquet, action tendant à mettre la main sur ces assassins, individus d'ailleurs facilement capturables, afin que la justice soit faite.

En nom de la famille de victime, en celui du Gouvernement Provincial du Kasai et en mon nom personnel, j'adresse un sincère croi à tous ceux, officiels ou privés qui, d'une façon ou d'une autre ont donné, donné et donneront un coup de main capable de faciliter aux enquêteurs leur tâche dans cette affaire.

En fin, et ainsi que j'en ai exprimé officiellement le désir à M. le Commissaire Général Adjoint aux Affaires Intérieures, je tiens à insister sur la ferme volonté du Gouvernement du Kasai de voir transporter à Lubumburg aux frais du Gouvernement, la dépouille mortelle de M. le feu Ministre Mabashi.

Cela étant, je précise à l'intention de ceux qui ignorent les circonstances de cet assassinat que le meurtre de M. Mabashi a été perpétré par un groupe de cinq personnes à la tête de laquelle un certain André.

La principale personne impliquée est le propriétaire de la voiture qui nous transportait, un certain Madi Jemba, lequel s'était offert, comme conducteur de l'avenue Kongolo, 65, à l'hôtel Terminus.

Après avoir requintionné ses co-assassins et nous avoir amenés vers un quartier sombre et inhabité, et, là, après quelques fausses manœuvres bien préparées, les meurtriers accomplirent leur forfait en faisant descendre le Ministre par des coups de revolver.

En s'attaquant au Ministre en premier lieu, cela m'a permis de prévoir ainsi échouer la tentative d'un second meurtre, car les deux balles tirées sur moi ont échoué et l'homme qui se poursuivait est blesé.

J. KASONGO
Chef de Cabinet du Ministère des Affaires Intérieures
et Sociales de la Province du Kasai.

Pour copie certifiée conforme.

J. KASONGO

C/P 1306 VT cong
LISALA, le 3 Octobre 1960

N° 2208 /L2.1

CONFIDENTIELLE

OBJET:
---:---
Comportement Gendarmerie.

- TRANSMIS copie pour information à
- : Monsieur le Président du Gouvernement Provincial à COQUILHATVILLE.
 - : Monsieur le Ministre de l'Intérieur à COQUILHATVILLE.
 - : Monsieur le Colonel Commandant de l'Armée Nationale à LEOPOLDVILLE.
 - : Au Collège des Commissaires Généraux à LEOPOLDVILLE.
 - : l'Organisation des Nations Unies à COQUILHATVILLE.
 - V -: l'Organisation des Nations Unies à LEOPOLDVILLE, avec l'assurance de ma considération très distinguée.--

A Monsieur le Major Commandant le
Bataillon de Gendarmerie de l'Equa-
teur à Coquilhatville en Inspec-
tion à L I S A L A.--

Monsieur le Major,

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance que, le 1er Septembre 1960 au soir, à l'occasion d'une conversation privée, un officier du détachement des troupes onusiennes cantonné à Lisala, s'est plaint auprès de moi que, la veille, les gendarmes de la Compagnie de la Mongala à Lisala, aient négligé d'effectuer leur mission de patrouille nocturne conjointement avec les soldats de l'ONU et que, le jour même, la même carence avait été observée.

Cet Officier me faisait remarquer que ces patrouilles avaient pour but, non d'assurer la sécurité du détachement onusien, mais au contraire de contrôler tout ce qui pouvait compromettre le calme et la tranquillité auxquels aspire la population congolaise.

Il me faisait part de son étonnement que la gendarmerie nationale prenne son rôle tellement à la légère et doutait de la nécessité de continuer à donner aux soldats de l'ONU des consignes de surveillance, alors que les responsables nationaux de cette sécurité affichaient vis-à-vis de celle-ci le plus parfait désintéressement.

J'ai éprouvé grand dépit de devoir accueillir ces déplaisantes remarques.

....//....

Mais je n'ai pu les contrebattre, car effectivement, l'occasion m'a été donnée à diverses reprises de constater que les forces de Gendarmerie à Lisala, ou bien se livraient à un zèle intempestif plus néfaste qu'une action ordonnée et bien définie, ou bien, à la première mise au point, se cantonnaient dans une inactivité ostentatoire tout aussi nocive.

Il m'est arrivé à ce sujet de recevoir les doléances de membres du corps de Police Territoriale à Lisala, qui se plaignaient qu'à certaines occasions, la Gendarmerie les supplantait dans l'exercice de leurs fonctions, les réduisant ainsi à un rôle effacé; à d'autres occasions, se refusait à leur accorder l'aide nécessaire par leur mission.

Cette situation est infiniment regrettable.

Il est bien inutile de faire ressortir qu'en vous adressant la présente lettre mon intention n'est nullement d'opposer les uns aux autres les membres de deux corps nécessaires à la sécurité du pays.

Mais je tiens à vous mettre au courant d'une situation qui accroît les difficultés du pouvoir civil déjà chargé par les circonstances difficiles que nous traversons.

Mon intervention est aussi guidée par la conviction qu'avec l'effort de chacun et de tous, nous parviendrons à triompher du malaise actuel.

Il existe dans notre corps de Gendarmerie des traditions, de dévouement à la cause publique, de respect des autorités, de fierté de l'uniforme qu'il suffit de stimuler pour retrouver son zèle habituel.

D'autant que la présence des forces onusiennes commande à nos gendarmes de rivaliser avec celles-ci par la discipline et le sens des responsabilités.

Aussi je me permets de vous demander à l'occasion de votre passage dans notre district, où par ailleurs je vous souhaite la bienvenue, de bien vouloir :

- 1°) envisager, si cela vous semble nécessaire, un remaniement dans le commandement de la Compagnie de Gendarmerie de la Mongala. Je suppose évidemment que si les missions ne s'exécutent pas ou s'exécutent mal, c'est parce que les consignes ne sont pas exprimées par le commandement avec la précision et la fermeté nécessaires et que leur exécution n'est pas surveillée;
- 2°) définir clairement et explicitement au corps de Gendarmerie de Lisala la mission qui lui revient et le lui conserver présent à l'esprit par un ordre du jour affiché aux valves du bureau du corps;
- 3°) rappeler au commandant de la Compagnie qu'au point de vue de la désignation des missions il est à la disposition du pouvoir civil, en l'occurrence le Commissaire de District;
- 4°) en ce qui concerne le présent et, à l'occasion de votre passage, enquêter sur les carences me signalées dans le service les 30 septembre et 1er octobre 1960 et, s'il y a méconnaissance consciente et délibérée des consignes, déférer les fautifs devant la juridiction militaire qui fonctionne à Coquilhatville.

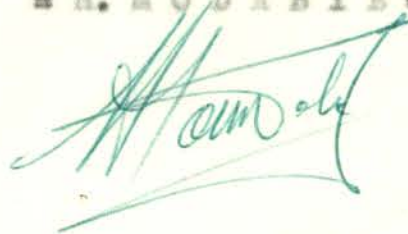
..../....

Je pense, Monsieur le Major qu'il est inutile devant la troupe de faire état de la présente afin de ne point provoquer de néfastes tensions entre le pouvoir militaire et le pouvoir civil. Votre passage parai nous donne suffisamment l'occasion en inspectant la situation de recueillir certaines rumeurs et d'en examiner le bien-fondé.

La présence n'est inspirée que par un désir de collaboration, de bonne entente et par le souci d'assurer à notre pays le calme dont il a besoin pour retrouver son rythme de prospérité.

Je vous remercie de l'attention que vous m'avez accordée.

LE COMMISSAIRE DE DISTRICT, ff.
- H. MODABIE -



ORGANISATION DES NATIONS UNIES
AU CONGO



UNITED NATIONS ORGANIZATION
IN THE CONGO

BOÎTE POSTALE 7248
LÉOPOLDVILLE
RÉPUBLIQUE DU CONGO
CÂBLE : ONUC, LÉOPOLDVILLE

Spec. Rep.'s Office

C/Pol 130
congo

Le 6 Septembre 1960

NOTE

pour Monsieur Chr. Gbenye,

Ministère de l'Intérieur

République du Congo

J'ai l'honneur de vous faire savoir que les fonctionnaires internationaux de l'Organisation des Nations-Unies au Congo dont les noms suivent doivent arriver à Léopoldville aux dates indiquées ci-après, savoir:-

<u>Noms</u>	<u>Dates</u>
Mr. Jankoushi, P.	7 Septembre 1960
Mr. Gavard, R.	"
Mr. Kasper, W.	"
Mr. Brzak	8 Septembre 1960
Mr. Rajagapalan	"
Mr. Prilotchkine-Petroff	"
Mr. Bredy, G.	"
Mr. Calli-Vignarelli, S.	"
Mr. Reinle, G.	"
Mr. Fitzgerald,	"
Mr. St. Victor, M.	"

Samuel L. Tzipper
pour le Représentant Spécial
du Secrétaire général



Spec. Rep's office

ORGANISATION DES NATIONS UNIES
AU CONGO



UNITED NATIONS ORGANIZATION
IN THE CONGO

BOÎTE POSTALE 7248
LÉOPOLDVILLE
RÉPUBLIQUE DU CONGO
CÂBLE : ONUC, LÉOPOLDVILLE

C/Pol 130
Congo

File ✓
Jma

Le 4 Septembre 1960

NOTE

pour Monsieur Chr. Gbenye,

Ministère de l'Intérieur

République du Congo

J'ai l'honneur de vous faire savoir que les fonctionnaires internationaux de l'Organisation des Nations-Unies au Congo dont les noms suivent doivent arriver à Léopoldville aux dates indiquées ci-après, savoir:-

<u>Noms</u>	<u>Dates</u>
Mr. Bachman, H.	4 Septembre 1960
Mr. Block, L.	"
Mr. Panayotis, C.	"
Mr. Ro Tjitre Sunarto	"
Mr. Subianto Turwodiredgo	"
Mr. Darusman, S.	"
Mr. Tresgani, M.	"
Mr. McCaw, W.	"
Mr. Gillmore, D.	"
Mr. Karrer, R.	"
Mr. Stauffs, A.	"


Samuel Ferrer
pour le Représentant Spécial
du Secrétaire général

ORGANISATION DES NATIONS UNIES
AU CONGO



UNITED NATIONS ORGANIZATION
IN THE CONGO

BOÎTE POSTALE 7248
LÉOPOLDVILLE
RÉPUBLIQUE DU CONGO
CÂBLE : ONUC, LÉOPOLDVILLE

*C/Pol 130
Congo*

Le 2 Septembre 1960

NOTE

pour Monsieur Chr. Gbenye,
Ministère de l'Intérieur
République du Congo

J'ai l'honneur de vous faire savoir que les fonctionnaires internationaux de l'Organisation des Nations-Unies au Congo dont les noms suivent doivent arriver à Léopoldville aux dates indiquées ci-après, savoir:-

<u>Noms</u>	<u>Dates</u>
Mr. Daubreville, M.	2 Septembre 1960
Mr. Jeremis, R.	"
Mr. Grun, J.	"
Mr. Osborne, P.	"
Mr. Wallace, H.	"
Miss Dupuy, G.	"
Miss Paradis, J.	"
Miss Cotsonas, C.	"
Miss Anderson, M.	"
Miss Scheidegger, M.	"
<i>MR.</i> Miss Rose, H.	"
Mr. Martin, J.	"
Mr. Marcouyeux, L.	"

Samuel Leffer
pour le Représentant Spécial
du Secrétaire général



ORGANISATION DES NATIONS UNIES
AU CONGO



UNITED NATIONS ORGANIZATION
IN THE CONGO

BOÎTE POSTALE 7248
LÉOPOLDVILLE
RÉPUBLIQUE DU CONGO
CÂBLE : ONUC. LÉOPOLDVILLE


Le 25 Août 1960

c/ pol 130 NOTE

Congo pour Monsieur Chr. Ghenye;
Ministère de l'Intérieur
République du Congo

J'ai l'honneur de vous faire savoir que les fonctionnaires internationaux de l'Organisation des Nations-Unies au Congo dont les noms suivent doivent arriver à Léopoldville aux dates indiquées ci-après, savoir:-

<u>Noms</u>	<u>Dates</u>
Mr. Fletcher, G.	25 Août 1960
Mr. Estabial, J.	25 Août 1960
Miss Barriot, M.L.	25 Août 1960
Miss Whittome, J.	25 Août 1960


Pour R.J. Bunche
Représentant Spécial
du Secrétaire général

c / Pol 130
Congo

ORGANISATION DES NATIONS UNIES
AU CONGO



✓ *Dr. Bunche's office*

UNITED NATIONS ORGANIZATION
IN THE CONGO

BOÎTE POSTALE 7248
LÉOPOLDVILLE
RÉPUBLIQUE DU CONGO
CÂBLE : ONUC, LÉOPOLDVILLE

Le 24 Août 1960

NOTE

pour Monsieur Chr. Gbenye,
Ministère de l'Intérieur
République du Congo

J'ai l'honneur de vous faire savoir que les fonctionnaires internationaux de l'Organisation des Nations-Unies au Congo dont les noms suivent doivent arriver à Léopoldville aux dates indiquées ci-après, savoir:-

<u>Noms</u>	<u>Dates</u>
Miss Grisoni, J.	24 Août 1960
Miss Lefebvre, S.	24 Août 1960
Mr. Valery, D.	24 Août 1960
Mr. Leckie, M.	24 Août 1960
Mr. Bjortzberg-Norolund	24 Août 1960
Mr. Finberg, J.	25 Août 1960
Mr. Marcouyeux, L.	26 Août 1960
Miss Gadat, O.	27 Août 1960
Mr. Fontana, M.G.	27 Août 1960
Miss Clark, H.	28 Août 1960
Mr. Plasil, F.	28 Août 1960


Pour R.J. Bunche
Représentant Spécial
du Secrétaire général

UNITED NATIONS
CONGO

*c/Pol 130
Congo*

Dr. Bunche's office

ORGANISATION DES NATIONS UNIES
AU CONGO



UNITED NATIONS ORGANIZATION
IN THE CONGO

BOÎTE POSTALE 7248
LÉOPOLDVILLE
RÉPUBLIQUE DU CONGO
CÂBLE : ONUC, LÉOPOLDVILLE

Le 22 août 1960

NOTE

pour Monsieur Chr. Gbenye,
Ministère de l'Intérieur
République du Congo

J'ai l'honneur de vous faire savoir que les fonctionnaires internationaux de l'Organisation des Nations-Unies au Congo dont les noms suivent doivent arriver à Léopoldville aux dates indiquées ci-après, savoir:-

<u>Noms</u>	<u>Dates</u>
Dumontet, Georges	22 août 1960
Reusse, Pierre	22 août 1960
Lesne, Jean-Henri	24 août 1960


Pour R.J. Bunche
Représentant Spécial
du Secrétaire général



C/Pol 130
Bougo

Chen

Le 22 août 1960

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de confirmer l'accord intervenu le 22 juillet 1960 entre M. Walter Baumgarten, Chef des Télécommunications des Nations Unies, et M. Georges Novgorodsky, Chef adjoint des Télécommunications à Léopoldville, en ce qui concerne les communications internationales des Nations Unies dans la République du Congo.

En vertu de cet accord, la République du Congo autorise les Nations Unies à continuer d'utiliser sans frais le matériel et les services suivants :

- (A) Un émetteur télégraphique haute fréquence Brown Boveri - 10 KW.
- (B) Deux récepteurs type diversité d'espace haute fréquence. (émetteur et récepteurs utilisés pour des communications à déplacement de fréquence pour téléimprimeurs).
- (C) Les antennes d'émission et de réception nécessaires dirigées vers l'Europe (Genève).
- (D) Les lignes nécessaires pour relier le Siège de l'ONU (Hôtel Royal, Léopoldville) aux centres d'émission et de réception.
- (E) L'aide technique pour l'entretien et l'exploitation de ces équipements.

Il est convenu qu'en cas de besoin des techniciens radio des Nations Unies assureront les services mentionnés à la rubrique (E).

Je vous remercie vivement de votre aimable coopération et vous prie d'agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute considération.

Ralph J. Bunche
Représentant spécial du
Secrétaire général

Son Excellence
Monsieur H. A. Songolo
Ministre des Communications
République du Congo
Léopoldville

C/Pd 130 Congo

Le 20 août 1960.

Monsieur le Premier Ministre,

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le Général Kettani est revenu à Léopoldville et que, comme j'en avais avisé votre Cabinet ce matin par téléphone, il pourra vous rencontrer, à votre convenance, conformément à votre demande.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir m'indiquer à quelle heure vous souhaiteriez le voir, de façon qu'il puisse se rendre à votre Cabinet pour l'heure prévue.

Veuillez agréer, Monsieur le Premier Ministre, les assurances de ma haute considération.

Ralph J. Bunche
Représentant spécial du
Secrétaire général

Son Excellence
Monsieur Patrice Lumumba
Premier Ministre de
la République du Congo
Léopoldville

C/Pat 130 Congo

chronos

Le 19 août 1960

Monsieur le Premier Ministre,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre du 18 août 1960, par laquelle vous m'avez demandé de faire savoir au Général Marocain Kettani que vous désiriez le recevoir le plus rapidement possible.

Le Général Kettani est à l'heure actuelle auprès des troupes marocaines hors de Léopoldville, de manière qu'il ne m'a pas été possible de lui faire parvenir votre message immédiatement. J'ai cependant demandé au Général Von Horn de transmettre votre demande au Général Kettani, et ce dernier ne manquera pas de prendre contact avec vous dès son retour à Léopoldville.

Veuillez agréer, Monsieur le Premier Ministre, l'assurance de ma haute considération.

Ralph J. Bunche
Représentant spécial du
Secrétaire général

Son Excellence
Monsieur Patrice Lumumba
Premier Ministre de la République
du Congo
Léopoldville

*C/Pol 130
Congo*

ORGANISATION DES NATIONS UNIES
AU CONGO



Dr. Bunche

UNITED NATIONS ORGANIZATION
IN THE CONGO

BOÎTE POSTALE 7248
LÉOPOLDVILLE
RÉPUBLIQUE DU CONGO
CÂBLE : ONUC, LÉOPOLDVILLE

Le 19 août 1960

NOTE

pour Monsieur Chr. Gbenye,
Ministère de l'Intérieur
République du Congo

J'ai l'honneur de vous faire savoir que les fonctionnaires internationaux de l'Organisation des Nations-Unies au Congo dont les noms suivent doivent arriver à Léopoldville aux dates indiquées ci-après, savoir:-

<u>Noms</u>	<u>Dates</u>
Solier, J.	19 août 1960
Duran, G.	20 août 1960
Chevalier, P.	20 août 1960
West, R.	20 août 1960
Gillette, J.W., Col	20 août 1960
Mancini, R.	21 août 1960
Fletcher, G.	26 août 1960


Pour R.J. Bunche
Représentant Spécial
du Secrétaire général





COMMANDEMENT
DE LA
Armée nationale Congolaise

Léopoldville 19 août 1960

N° 081/

C/ Pol. D. Congo

*Info Bureau
COS
Dir. C. D.
A*

Mon Général,

J'accuse bonne réception de votre lettre du 13 août 1960 par laquelle vous me signalez que mon Chef d'Etat-Major, le Colonel Mobutu, aurait donné instructions à nos troupes cantonnées aux camps Léopold et Reisdorf d'abattre tout avion qui survolerait ces camps.

Il est évident qu'étant donné la situation actuelle, tout survol insolite de nos camps militaires pourrait provoquer de regrettables malentendus engendrant des fois des incidents malheureux.

Nous ne sommes pas, mon Général, insensibles au geste généreux posé par l'Organisation des Nations-Unies pour nous apporter, dans la mesure du possible, toute l'aide nécessaire au rétablissement de l'ordre et du calme dans la République du Congo. C'est la raison pour laquelle nous croyons savoir que de part et d'autre une liaison étroite continuera à subsister pour mener à bien la lourde tâche - et combien délicate - qui nous incombe.

Des consignes précises de non-agression étant données à nos troupes, j'aime à croire, mon Général, que nous pouvons considérer cet incident comme clos.

Dans l'entretemps, je vous prie d'agréer, mon Général, l'expression de mes salutations distinguées.

Général Lundulla
Commandant en Chef de l'A.N.C.

Au Général G.O. von Horn
Commandant suprême
des Forces de l'O.N.U. au Congo
B.P. 7248
Léopoldville

C/Pat 130 6020

themo

Léopoldville, le 15 août 1960

Monsieur le Premier Ministre,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre du 12 août 1960, référence N° Cab/Int/901, concernant la collaboration qu'il serait souhaitable d'instituer entre les troupes de l'Organisation des Nations Unies et l'Armée Nationale de la République du Congo aux fins d'assurer le maintien de la tranquillité et de l'ordre public dans toutes les localités et régions de la République.

Vous pouvez être assuré que dans le cadre de son mandat, en particulier tel qu'il a été décrit dans l'aide-mémoire que le Secrétaire général vous a adressé le 12 août 1960, l'Organisation des Nations Unies partage pleinement votre désir de voir adoptées d'urgence des mesures efficaces, de la part de vos Forces Armées et de celles des Nations Unies, dans l'intérêt de la paix publique et de la sécurité sociale. Dans ce but, les Généraux Von Horn, Iyessu et Lundula ont tenu le 13 août une réunion fructueuse, à laquelle j'ai aussi participé. J'espère qu'on pourra arriver vite à un accord réglant les compétences et responsabilités de vos forces et de la force de l'ONU en ce qui concerne cette question pratique.

Je serai également heureux de discuter avec le Ministre de l'Intérieur les moyens qui pourront être adoptés pour tenir régulièrement votre Gouvernement au courant des diverses activités de l'Organisation des Nations Unies au Congo.

Veuillez agréer, Monsieur le Premier Ministre, les assurances de ma haute considération.

Ralph J. Bunche
Représentant spécial du
Secrétaire général

Son Excellence
Monsieur Patrice Lumumba
Premier Ministre de la
République du Congo
Léopoldville

C/Pol 130 Congo

Le Représentant spécial du Secrétaire général présente ses compliments au Ministre des Affaires étrangères de la République du Congo et a l'honneur de lui transmettre ci-joint, pour l'information du Gouvernement de la République, un projet de plan pour l'acheminement du courrier de l'Organisation des Nations Unies au Congo.

Le Représentant spécial exprime l'espoir que le Gouvernement de la République du Congo et les services postaux voudront bien lui accorder toute la coopération nécessaire pour la mise en application de ce plan qui s'inspire des cas précédents portant sur le fonctionnement des services postaux pour d'autres opérations des Nations Unies. Le plan vise à assurer l'acheminement efficace et rapide du courrier de l'Organisation des Nations Unies dans la République du Congo et à accorder à ses membres les privilèges de franchise postale.

Des renseignements concernant l'exécution du plan seront communiqués au Gouvernement de la République du Congo dès que ce plan sera mis en application.

Le 11 août 1960

C/Pol 130 Congo

Léopoldville, le 8 août 1960

Monsieur le Premier Ministre,

J'ai l'honneur de vous envoyer ci-joint une lettre que l'on nous a demandé de vous transmettre. Je vous envoie en même temps la note de transmission qui nous a été adressée, pour votre information.

Veuillez agréer, Monsieur le Premier Ministre, les assurances de ma haute considération.

Ralph J. Bunche
Représentant spécial du
Secrétaire général

Son Excellence
Monsieur Patrice Lumumba,
Premier Ministre de la
République du Congo,
LEOPOLDVILLE.

2/10/130 Congo
UNITED NATIONS • NATIONS UNIES

*FT: for
transmitted*

INTEROFFICE MEMORANDUM

TO: POUCH OFFICER,
LEOPOLDVILLE, CONGO

FROM: POUCH UNIT, HEADQUARTERS,
NEW YORK

SUBJECT:

Date: 4 AUGUST 1960

FILE NO.: _____

PLEASE FORWARD THIS ITEM TO THE PRIME MINISTER
OF THE REPUBLIC OF CONGO..

Transmitted.

C/Pd 130 Congo

Léopoldville, le 8 août 1960

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous accuser réception de votre lettre du 4 août 1960 N° CAB/A.E. 0047, à laquelle je ne suis malheureusement pas en mesure de répondre étant donné que la lettre annoncée de Monsieur le Ministre Delvaux n'a pas été annexée à votre lettre.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de mes sentiments distingués.

REU

b/b Ralph J. Bunche
Représentant spécial du
Secrétaire général

Monsieur W. Van Waeyenberge,
Chef de Cabinet du
Ministre des Affaires Economiques,
République du Congo,
LEOPOLDVILLE.

C/Pd 130 Congo

Léopoldville, le 7 août 1960

Monsieur le Premier Ministre,

J'ai l'honneur de vous envoyer ci-joint une lettre qu'un certain M. Alexandre Zipser m'a demandé de vous transmettre. Je vous envoie en même temps, à titre d'information, la lettre que M. Zipser m'a adressée.

Veuillez agréer, Monsieur le Premier Ministre, les assurances de ma très haute considération.

Ralph J. Bunche
Représentant spécial du
Secrétaire général

Son Excellence
Monsieur Patrice Lumumba,
Premier Ministre
de la République du Congo,
LEOPOLDVILLE.

Chen
C/Pol 130 Congo

Léopoldville, le 6 août 1960

Monsieur le Premier Ministre,

J'ai reçu le message suivant du Directeur de Cabinet du Secrétaire général des Nations Unies qui m'a demandé de vous le transmettre sans délai :

"His Excellency
Mr. Patrice Lumumba
Prime Minister
Republic of the Congo
Leopoldville

The President of the Security Council has asked me to notify you of the meeting of the Security Council to be held at United Nations Headquarters at eight p.m. Sunday August 7th. In accordance with past practice in the consideration of this item on the Republic of the Congo it would be appreciated if you or your representative could be available to participate in the meeting.

Andrew W. Cordier
Executive Assistant to
the Secretary-General"

Veuillez agréer, Monsieur le Premier Ministre, les assurances de ma très haute considération.

Ralph J. Bunche
Représentant spécial
du Secrétaire général

Son Excellence
Monsieur Patrice Lumumba,
Premier Ministre
de la République du Congo,
Léopoldville.

C/Pol 130 Congo

Léopoldville, le 6 août 1960

Monsieur le Vice-Premier Ministre,

Votre allocution radiodiffusée du 6 août 1960 relative à la situation au Katanga est parvenue à mon attention. Je vous écris parce que je constate que votre déclaration est inexacte dans les faits en ce qui concerne un acte qui m'a été attribué, et parce que je suis sûr que vous souhaitez que les faits soient rapportés d'une façon correcte.

Votre déclaration fait état par deux fois des négociations entre M. Tshombe et moi à Elisabethville. Je suis surpris de voir mes conversations avec M. Tshombe présentées de cette façon incorrecte, étant donné que vous étiez présent à l'entretien que j'ai eu avec M. Kasa-Vubu dans la nuit du 5 août et au cours duquel j'ai donné un compte rendu détaillé de ma visite au Katanga, en indiquant d'une façon tout-à-fait claire que, durant tous mes entretiens à Elisabethville, je me suis limité strictement au mandat défini par M. Hammarskjöld, c'est-à-dire, à "préparer le terrain pour le retrait des troupes belges et l'entrée des troupes de l'ONU". Je n'ai engagé aucune négociation avec qui que ce soit à Elisabethville.

Je note également que vous avez fait état d'une déclaration faite par M. Tshombe à la presse après que je me suis entretenu avec lui. Est-il possible que mes deux déclarations à la presse à

Elisabethville, dont la première a été faite à peu près en même temps que celle de M. Tshombe à laquelle vous faites allusion, aient échappé à votre attention? Puisque cela semble être le cas, je les réitère ici pour vous :

1) Première déclaration faite la nuit du 4 août:

"Bunche a dit seulement qu'il présentera un rapport détaillé au Secrétaire général sur les discussions de la journée. Il a déclaré explicitement qu'il ne pouvait prendre aucune décision."

2) Deuxième déclaration, faite le matin du 5 août:

"Je suis à Elisabethville, par instructions de M. Hammarskjold, pour tenir des discussions concernant les dispositions à prendre pour l'arrivée des troupes de l'ONU au Katanga en exécution des résolutions du Conseil de Sécurité. Je me limite à cette seule question. L'ONU ne s'occupe pas des affaires politiques internes de cette région, bien que clairement les affaires de cet ordre affectent les opérations de L'ONU."

Je n'ai pris et ne prendrai aucune décision ici et je n'ai aucune autorité de le faire. Ma fonction est de présenter un rapport aussi complet que possible à M. Hammarskjold. Il n'y a pas eu de communication avec M. Hammarskjold depuis mon arrivée ici hier après-midi."

Je ne traiterai pas ici des autres parties de votre déclaration, notamment certains passages concernant le Secrétaire général, que je trouve déformés et incorrects.

Puisque votre déclaration a été publiée, je sais que vous conviendrez qu'il est souhaitable que je rende publique cette lettre que je vous adresse dans le but de rectifier les faits.

Veuillez agréer, Monsieur le Vice-Premier Ministre, les assurances de ma haute considération.

Ralph J. Bunche
Représentant spécial du
Secrétaire général

Son Excellence
Monsieur Antoine Gizenga,
Vice-Premier Ministre,
République du Congo,
Léopoldville.

Chen
4/Pol 130 Congo

Léopoldville, le 5 août 1960

Excellence,

J'ai l'honneur de vous informer qu'après avoir reçu le rapport du Dr. Bunche, à la suite de ses entretiens à Elisabethville, j'ai décidé de demander la convocation d'urgence du Conseil de Sécurité, pour traiter de la situation actuelle. Mon rapport au Conseil sera publié plus tard aujourd'hui ou demain matin.

Afin de participer aux débats du Conseil, je pars ce soir de Léopoldville pour New York, comptant revenir à Léopoldville après la fin de la session du Conseil de Sécurité, pour continuer mes consultations avec le Gouvernement en vue d'une mise en effet intégrale des résolutions du Conseil.

Veuillez agréer, Excellence, les assurances de ma très haute considération.

Dag Hammarskjöld
Secrétaire général

Son Excellence
Monsieur Justin Bomboko
Ministre des Affaires extérieures de
la République du Congo
Léopoldville

~~CONGO BELGE~~ ~~BELGISCH CONGO~~

~~Direction Générale~~ ~~Algemene Directie~~

~~Direction~~ ~~Directie~~

c/Pd 130 Congo
Léopoldville, le 4-8- 1960

Leopoldstad, de

(1) N° CAB/ A.E. 0047

MINISTERE DES AFFAIRES ECONOMIQUES.

Réf. n° :

Annexe :
Bijlage :

Objet :
Voorwerp :

A Monsieur le Secrétaire Général
Adjoint de l'O.N.U.
à
LEOPOLDVILLE.

Monsieur le Secrétaire Général Adjoint,

J'ai l'honneur de vous transmettre, ci-joint, une lettre de Monsieur le Ministre DELVAUX concernant le monopole qui aurait été accordé à la firme DAMSEAUX. Auriez-vous l'extrême obligeance de demander à vos services de me communiquer les éléments de réponse.

Je vous en remercie et vous prie d'agérer

Monsieur le Secrétaire Général Adjoint, l'expression de ma plus haute considération.

POUR LE MINISTRE DES AFFAIRES ECONOMIQUES
LE CHEF DE CABINET,
W. VAN WAEYENBERGE

No attachment.

c/Pol 130 4-90

Chen

Léopoldville, 2 aout 1960

Monsieur le Président,

Veillez trouver ci-joint le texte d'une lettre que Monsieur le Premier Ministre Lumumba a adressée au Président du Conseil de Sécurité le 31 juillet 1960. Un télégramme que j'ai reçu de New York tôt ce matin m'a transmis le texte de la lettre et la demande du Premier Ministre tendant à ce qu'une copie vous en soit communiquée.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, les assurances de ma très haute considération.

Ralph J. Bunche
Représentant spécial
du Secrétaire général.

S.E. M. Joseph Kasa-Vubu
Président de la République du Congo
Léopoldville.

C/POL 130 ✓

REPONSE DU SECRETAIRE GENERAL AU VICE PREMIER
MINISTRE DU CONGO, M. GIZENGA, A L'OCCASION DU
DINER A LEOPOLDVILLE

30 juillet 1960

Excellence, Mesdames, Messieurs,

Tout d'abord, Monsieur le Vice Premier Ministre, permettez-moi de vous remercier sincèrement pour l'accueil généreux et hospitalier que vous et vos collègues ont accordé ici, à Léopoldville, pas seulement à moi mais aussi à toutes les Nations Unies. J'ai beaucoup apprécié vos paroles généreuses de bons souhaits et de gratitude.

C'est ici un lieu charmant et dans ce lieu charmant, ce soir, je me sens très loin du Conseil de sécurité. Tout de même, qu'il me soit permis de parler un instant des buts et des principes des Nations Unies. C'est une phrase qui se répète souvent aux Nations Unies: paix avec justice. Permettez-moi ce soir de changer l'ordre des mots, c'est-à-dire : justice avec paix. Je crois que vous comprenez tous ce que je veux dire par ce changement de l'ordre des mots comme on le prononce d'ordinaire aux Nations Unies.

Je ne veux pas me pencher sur l'histoire. J'ai trouvé aux Nations Unies que l'histoire est importante pour expliquer les attitudes mais l'histoire peut nous enchaîner, et ce qui importe c'est de travailler pour l'avenir. Les peuples et les hommes sont les plus heureux qui ont la force, le courage de se débarrasser, non de leurs grands souvenirs nationaux, mais de leur rancune et de leurs mauvais souvenirs. Ça les renforce, ça les rend plus productifs, ça les rend meilleurs travailleurs, non seulement pour le progrès de leur pays, mais pour la paix du monde.

C'est pour cette raison que, comme Secrétaire général, j'ai une certaine tendance à être antihistorique, d'être aussi bien que possible, moi et mes collaborateurs, créateurs. La création, c'est d'arriver à quelque chose de nouveau; bâtir quelque chose de nouveau sur les valeurs humaines qui existent partout et que l'on peut toujours sauver si on a le courage de le faire et de se débarrasser de ce qui nous entrave.

Tout cela s'applique non seulement à mes amis congolais, au peuple du Congo et à la nouvelle République du Congo, cela s'applique partout dans le monde, cela s'applique à l'Organisation des Nations Unies elle-même.

Vous avez, Monsieur le Vice Premier Ministre, mentionné bien des cas, bien des choses qui ont été discutées au Conseil de sécurité. J'ai déjà dit que ce soir, ici, il m'est difficile de diriger mon attention sur des questions qui ont leur propre lieu - de débat, de discussion, de jugement - si loin de nous. Si je parle de l'avenir, c'est de l'avenir indiqué par le Conseil de sécurité mais ce n'est pas pour revenir aux débats du Conseil de sécurité. C'est pour parler des vœux qui sont tellement bien exprimés dans les résolutions de ce Conseil.

On désire pour le Congo la paix. On désire pour le Congo le calme. On désire pour le Congo l'indépendance et l'on offre à la République du Congo toute l'assistance dont les Nations Unies et ses soeurs les Agences spécialisées sont capables.

Je suis ici comme représentant de cette famille, de l'Organisation elle-même et du Conseil de sécurité. Nous avons entamé des discussions que j'ai trouvées fructueuses et encourageantes. Nous avons rencontré au cours de ces débats, de ces discussions et de ces pourparlers des points difficiles où il y a une réconciliation à faire, une réconciliation non des buts mais des vues sur les méthodes et les évaluations. J'en suis sûr, on doit arriver.

On va arriver et sur la base ainsi posée au cours de nos entretiens et pourparlers ici, je suis sûr que le Congo, au sein des Nations Unies, va trouver tout ce que nous désirons pour la République, tout ce qui a animé et inspiré le Conseil de sécurité dans ses résolutions.

L'organisation des Nations Unies est une Organisation pour la paix ou, comme je dis, pour justice avec paix. N'attendez pas de nous des actions qui peuvent mettre en danger l'avenir heureux de ceux que nous désirons aider. Nous ne voulons pas assumer une telle responsabilité et nous n'allons pas, Messieurs, et Mesdames, agir d'une manière qui va contre nos convictions, dirigés par une étude profonde des problèmes du pays et du peuple, et guidés par les vues exprimées par leurs représentants. Nous n'allons pas abandonner une ligne d'action qui, à nos yeux, répond à nos responsabilités envers la communauté des nations et envers les peuples que nous servons.

Je crois que c'est là la promesse, la meilleure promesse que je peux donner aux représentants de la République du Congo. Je le fais avec bonheur, je le fais avec joie parce que j'ai été reçu par vous comme un ami et je crois maintenant que vous savez que vous avez en moi un collaborateur et un ami. Et cela va au-delà du devoir professionnel, cela touche au coeur. Je crois que si nous servons justice avec paix, sans oublier que nous n'avons pas seulement un cerveau avec des pensées, avec des ambitions, avec des buts, mais aussi un coeur qui tient tout d'abord aux valeurs des hommes, au bonheur des hommes - alors nous allons arriver au but!

C'est sur cette base que je désire maintenant, comme vous tous, exprimer nos voeux pour le bonheur, le progrès, la paix et la justice pour nos amis du Congo, pour tout le peuple du Congo, pour la jeune République du Congo. Ainsi je vous demande de me joindre en une manifestation pour la paix et pour la République du Congo.

c/Pol 130 Congo

DISCOURS DE MONSIEUR A. GIZENGA VICE-PREMIER MINISTRE
DE LA REPUBLIQUE DU CONGO

Excellence,

.....
.....

C'est avec un grand plaisir empreint de beaucoup de gratitude qu'au nom du Gouvernement de la République du Congo je vous présente les souhaits de bienvenue parmi nous.

J'aurai à rappeler, Excellence, certains faits. Ces faits vous les connaissez, certes, mais leur rappel, maintenant que l'action de l'ONU est engagée en République du Congo, les replace dans un contexte susceptible de vous aider dans la tâche pleine d'embûches dont vous vous acquittez avec autant de courage que de dévouement.

J'aurai à exprimer le sentiment de mon Peuple à propos de l'aide que l'Organisation des Nations-Unies nous apporte, et ce sentiment, s'il est parfois sincère, vous pouvez être convaincu Excellence, qu'il est toujours juste et ne peut en conséquence que consolider l'amitié sincère entre les Peuples.

Voulant oublier près d'un siècle de souffrance, d'oppression, d'exploitation, d'humiliation, banissant de nos coeurs tout sentiment de haine, voulant jeter entre le Peuple Congolais meurtri et le Peuple Belge un Pont d'amitié et de fraternelle Collaboration mon Gouvernement signait le 29 juin 1960 un Traité d'amitié et d'Assistance Technique avec le Gouvernement Belge.

Le 30 juin 1960, le Congo, dans les limites de la Colonie ex-Belge du même nom, proclamait son Indépendance, s'érigait en REPUBLIQUE une et indivisible et était reconnue de la plupart des Nations du Monde dont la Belgique.

Le 7 juillet 1960 l'admission de la République du Congo a été recommandé par le Conseil de Sécurité à l'assemblée générale des Nations Unies qui se tiendra en septembre 60.

Le Peuple du Congo, solidaire de son Gouvernement, ne manifesta aucune haine, n'engagea aucune action hostile contre ses maîtres de la veille. Une aube de confiance s'annonçait.

Mais ce n'était qu'illusion, car cette disposition de fraternité n'était pas du tout partagée par la Belgique dont le
..../..

Gouvernement s'engagea, six jours à peine après la proclamation de notre Indépendance, dans une inadmissible guerre, de reconquête coloniale et provoqua directement la tentative de secession de la Province du KATANGA.

Devant cette perfide agression commise contre des populations confiantes, pacifiques, et tout à la joie de l'Indépendance fraîchement recouvrée, nous aurions pu décréter le "PEUPLE EN ARMES" et engager une action d'hostilité totale contre les Belges vivant au Congo. Nous avons la certitude, Excellence, que nous serions soutenus de façon inconditionnelle par tous les Peuples Indépendants d'Afrique et même d'Asie et que nous n'aurions pas été abandonnés par les nombreuses Nations anticolonialistes et éprises de justice de l'Est comme de l'Ouest.

Notre cause est juste et nous sommes convaincus que nous aurions eu rapidement raison des Belges figés dans un colonialisme archaïque.

Cela, Excellence, nous ne l'avons pas fait. Nous avons tenu notre Peuple désarmé et avons fait appel à l'Organisation des Nations-Unies pour qu'elle envoie une Force Internationale mettre les agresseurs hors de la totalité du Territoire de la République du Congo, afin de permettre au Gouvernement Congolais d'assurer l'ordre, le respect de la loi, la marche de l'Administration et de l'Economie du Pays sans avoir à faire la guerre aux Belges.

L'Organisation des Nations-Unies a diligemment répondu à notre appel et au nom du Gouvernement Congolais, je vous remercie, Excellence, de cette diligence et vous prie d'exprimer la gratitude du Gouvernement et du Peuple Congolais aux Etats Membres des Nations-Unies qui nous ont si fraternellement apporté leur concours dans le drame que nous vivons.

Mais, Excellence, dois-je vous cacher les deux faits suivants qui troublent le Peuple Congolais ?

D'abord nous ne comprenons pas, le Peuple du Congo ne comprend pas que, nous les agressés, nous qui sommes chez nous, nous qui avons fait appel aux Forces Internationales armées, nous soyons systématiquement et méthodiquement désarmés alors que les agresseurs, les Belges, qui sont chez nous en pays conquis

.../...

gardent encore et ont toujours leurs armes et toute leur puissance de mort, et sont simplement priés de se regrouper sur certaines parties de notre Congo qu'on ose appeler "BASES BELGES"

Cette politique permet aux envahisseurs Belges d'une part de faire de temps en temps contre nos populations désarmées des sorties punitives tout en criant au viol, d'autre part, de continuer un pillage systématique du Pays et la corruption des mœurs afin de susciter des complots. La Belgique aura une note raisonnable à payer.

Le deuxième fait, Excellence, c'est de voir les Forces de l'Organisation des Nations-Unies, laisser la secession se consolider dans le KATANGA et les Belges s'y comporter comme en pays conquis sous le fallacieux couvert d'un pseudo-Gouvernement Provincial KATANGAIS que nous, Gouvernement légitime de la République du Congo, avons déclaré déchu.

Nous devons signaler à cet égard les lenteurs incompréhensibles portées au déploiement des Forces des Nations-Unies dans les Provinces occupées par les Troupes Belges et notamment dans le KATANGA dont le prétendu Gouvernement est en rébellion ouverte vis-à-vis de l'O.N.U.

Excellence, nous sommes ainsi en droit de nous inquiéter que l'histoire ne dise un jour, qu'en l'An de grâce 1960, le Gouvernement Congolais, mis en place par les représentants élus du Peuple, a laissé désarmer, diviser, piller ce Peuple. Nous sommes en droit de nous inquiéter du jugement de l'histoire, du jugement que tous les Peuples épris de Justice pourraient porter sur notre attitude d'aujourd'hui, toute de loyauté et de paix et qui ne traduit que notre volonté de trouver une solution pacifique au drame Congolais.

Dans l'état actuel des choses, puisque nous, Peuples Congolais, nous sommes désarmés, puisque les complots colonialistes qui sévissent dans le KATANGA ne sont pas subjugués, et si d'autres complots meurtriers arrivaient à être fomentés contre notre souveraineté, il apparaît clairement, Excellence, que seules les Forces de l'O.N.U. gardiennes de la Sécurité en République du Congo peuvent en supporter les lourdes responsabilités devant
.../...

le MONDE.

C'est pour cela que nous demandons que soit respecté sans restriction aucune les résolutions prises par le Conseil des Ministres, sur le retrait total des Troupes Belges.

Mais, Excellence, nous n'avons pas perdu confiance, vous êtes là prêt à appliquer intégralement et sans délai les Résolutions votées par le Conseil de Sécurité. Vous êtes parmi nous et nous savons tout le prix que vous attachez à la Justice et c'est pourquoi avant de terminer je vous renouvelle au nom de tout le Peuple Congolais, au nom du Chef de notre Gouvernement, Le Président Patrice LUMUMBA, au nom de tous mes collègues du Gouvernement, les chaleureux souhaits de bienvenue dans la République du Congo.

VIVE LES NATIONS UNIES

VIVE LA REPUBLIQUE INDEPENDANTE ET SOUVERAINE DU
CONGO

VIVE LA PAIX

C/Pol 130 2020

LEOPOLDVILLE, le 29 juillet 1960

Mon cher Ministre,

Je viens de recevoir de Monsieur James P. Chapin, de l'American Museum of Natural History de New York, une lettre en date du 25 juillet 1960 dans laquelle il a demandé à l'ONUC de prendre des mesures pour protéger les parcs nationaux de la République du Congo.

Je crois utile d'attirer votre attention sur cette question qui relève essentiellement du Gouvernement de la République.

Veuillez agréer, mon cher Ministre, les assurances de ma haute considération.

Ralph J. Bunche
Représentant spécial du
Secrétaire général des Nations Unies

S. E. Monsieur Justin Bomboko,
Ministre des Affaires Etrangères,
République du Congo,
LEOPOLDVILLE.

C/Paf 130 Congo

LEOPOLDVILLE, le 28 juillet 1960

Mon cher Ministre,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre du 25 juillet 1960.

Je constate que votre lettre a été écrite avant l'entretien que j'ai eu avec le Conseil des Ministres de la République du Congo le 26 juillet et auquel vous avez assisté. Etant donné les discussions que nous avons eues lors de cet entretien, il n'est plus nécessaire que je réponde au point soulevé dans votre lettre.

Veuillez agréer, mon cher Ministre, les assurances de ma haute considération.

Ralph J. Bunche
Représentant spécial du
Secrétaire général des Nations Unies

Monsieur Chr. Gbenye
Ministre de l'Intérieur
République du Congo
LEOPOLDVILLE

c/Pol 130 Congo
Léopoldville, le *25 juillet 1960*
Leopoldstad, de

FT - seume

(¹) N° Cab/13

Réf. n° :

Annexe :
Bijlage :

Objet :
Voorwerp :

Monsieur le Secrétaire Général Adjoint
des Nations-Unies

à

LEOPOLDVILLE.

Monsieur le Secrétaire Général Adjoint,

Il vous sera sans doute revenu que des éléments de l'armée belge ont commis et continuent à commettre de nombreuses agressions contre les soldats de l'armée Nationale Congolaise cantonnés dans la province du Katanga.

Ces éléments se trouvent sur le territoire de la République du Congo sans avoir été invités à y pénétrer par le Gouvernement de la République du Congo.

Je vous saurais gré de me faire connaître les dispositions que vous comptez prendre pour que - dans le cadre de la mission du maintien de l'ordre que vous vous êtes assignée - un terme soit mis aux agressions dirigées contre les citoyens de la République du Congo.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Secrétaire Général Adjoint, l'expression de ma haute considération.

Le Ministre de l'Intérieur,

Rec'd - 26 July - 10.A.M.



Chr. GBENYE.

Chen
C/Pot 130 Congo

Léopoldville
le 20 juillet 1960

Monsieur le Premier Ministre,

Me référant à nos entretiens des 19 et 20 juillet 1960 concernant le Général Lundula, j'ai l'honneur de vous informer que je viens de recevoir une lettre de M. van den Bosch, dont je vous transmets une copie ci-jointe.

Si le Général Lundula est détenu par les forces belges, nous ne manquerons pas de demander aux autorités belges de le relâcher. Mais si ce n'est pas le cas, nous ne voyons pas ce que nous pourrions faire à ce sujet.

Veuillez agréer, Monsieur le Premier Ministre, l'assurance de ma haute considération.

Ralph J. Bunche
Sous-Secrétaire aux
Nations Unies

Monsieur Patrice Lumumba
Premier Ministre
République du Congo
Léopoldville